

Varia



Citation : Uysal, Ayşen, (2025), « Sociologie du délateur en Turquie : entre professionnalisation, adhésion politique et affirmation de soi », *Sociétés politiques comparées*, 65: 75-97, doi: 10.36253/spc-19271

Copyright : © 2025 Uysal. Il s'agit d'un article en accès ouvert, évalué par des pairs, publié par Firenze University Press (<https://www.fupress.com>) et distribué, sauf indication contraire, selon les termes de la licence Creative Commons Attribution, qui permet une utilisation, une distribution et une reproduction sans restriction sur tout support, à condition que l'auteur original et la source soient mentionnés.

Déclaration de disponibilité des données : toutes les données pertinentes sont disponibles dans l'article ainsi que dans ses fichiers d'informations complémentaires.

Déclaration d'intérêts : l'auteur (les auteurs) déclare(nt) n'avoir aucun lien d'intérêt en relation avec cet article.

Sociologie du délateur en Turquie : entre professionnalisation, adhésion politique et affirmation de soi

Sociology of informants in Turkey: between professionalization, political affiliation, and self-assertion

AYŞEN UYSAL

Université de Dokuz Eylül, CERI, Sciences Po

Email : aysen.uysal@sciencespo.fr

Résumé : Cet article explore la délation, transformée en système de pouvoir et de gouvernement de la société, et la sociologie du délateur en Turquie, sous le pouvoir de l'AKP. Ces personnes que l'on appelle délateurs, qui dénoncent d'autres personnes de manière souvent systématique, sont considérées comme des acteurs non institutionnels de la répression dans un régime qui a connu plusieurs tournants autoritaires. Cet article essaie d'ouvrir les portes du monde gris du délateur tout en dévoilant son pouvoir arbitraire : il surveille, construit et déconstruit les règles et les lois, et participe à la répression. Travailler sur le délateur, c'est aussi faire de la sociologie du « caché » en suivant une piste qui réside dans les « traces » que l'on peut trouver dans différents dossiers (du Cimer, judiciaires ou de presse). Il montre à quel point la dénonciation est une pratique pour laquelle chacun à ses propres motivations.

Mots-clés : AKP ; Cimer ; délation ; régime autoritaire ; surveillance ; Turquie.

Abstract : This article explores denunciation, transformed into a system of power and government of society, and the sociology of the informer in Turkey under the AKP. These individuals, known as informers, who often systematically denounce others, are considered non-institutional actors of repression in a regime that has undergone several authoritarian turns. This article attempts to open the door to the gray world of the informant while revealing their arbitrary power: they monitor, construct, and deconstruct rules and laws, and participate in repression. Studying informers also means conducting a sociology of the "hidden" by following a trail that can be found in the "traces" left in various files (from Cimer, judicial, or press sources). It shows

the extent to which denunciation is a practice for which everyone has their own motivations.

Keywords: AKP; authoritarian regime; CIMER; denunciation; surveillance; Turkey.

Le 25 juin 2020, un homme, qui est un ex-garde du corps du président turc Recep Tayyip Erdoğan, dépose une délation auprès du Centre de communication présidentiel (Cimer), fondé en 2015¹. Il y dénonce un journaliste qui commet, dit-il, fréquemment le délit d'outrage au président de la République. Il exige que le journaliste soit sévèrement puni et ajoute à sa dénonciation les captures d'écran des publications que cet homme publie sur les réseaux sociaux². Suite à une enquête, en septembre 2020, le bureau du procureur général de Büyükçekmece à Istanbul engage des poursuites pour « outrage au président de la République » contre le journaliste, qui est finalement acquitté au bout de deux ans de procédures.

Cet exemple n'a rien d'exceptionnel. La Turquie connaît de nombreux cas de dénonciations, et plus particulièrement pour outrage au Président Erdoğan³, avec une intensification de cette pratique à partir de 2015. Les périodes de conflits et de guerre, tout comme les moments dits autoritaires sont, on le sait, propices au déferlement de vagues de délations. Victor Erofeev⁴ qualifie ainsi d'« heureux temps pour les délateurs » la période qui débute avec le déclenchement de la guerre en Ukraine. Dans un autre contexte, Arnaud-Dominique Houte parle d'« une épidémie de la délation » pendant la Première Guerre mondiale⁵. De la même manière, les sociétés politiquement et socialement polarisées constituent des espaces particulièrement propices à l'épanouissement des délateurs. La logique assez banale des régimes autoritaires joue un rôle décisif dans l'accroissement de la délation : c'est bien connu, « celui qui n'est pas avec nous est contre nous⁶ ». Quelques travaux ont déjà montré qu'en Turquie, le gouvernement d'Erdoğan avait ainsi transformé la délation en système de pouvoir et de gouvernement de la

¹ Rattaché à la primature, le Bimer (Centre de communication de la primature, *Başbakanlık İletişim Merkezi*) avait été fondé en 2006. Après le passage au régime présidentiel, le Cimer et le Bimer ont fusionné en 2018. Le Cimer est une plateforme électronique. Ce système, s'il n'est pas le seul moyen pour déposer des plaintes et des délations, reste le plus populaire car il est le plus facile à utiliser et permet notamment de garder l'anonymat. Il est donc perçu comme le plus efficace. Son objectif officiel est de « fortifier les liens entre l'État et les citoyens » dans la perspective d'une administration publique novatrice, notamment par le recours aux nouvelles technologies, et de faciliter la transmission des demandes, des réclamations et des délations des citoyens au président de la République (<https://www.cimer.gov.tr/50sorudacimer.pdf>, consulté le 19 mai 2025). La politique de l'AKP semble être ainsi fondée sur l'intégration des citoyens au sein du dispositif officiel de contrôle social et du maintien de l'ordre.

² « CIMER'e gazeteciyi ihbar eden muhbir, dosyada deşifre edildi », *Yeni Mesaj*, 15 février 2024, URL : <https://www.yenimesaj.com.tr/cimere-gazeteciyi-ihbar-eden-muhbir-dosyada-desifre-edildi-H1518369.htm> (consulté le 27 juin 2020).

³ R. T. Erdoğan a été élu président de la République pour la première fois en 2014.

⁴ Erofeev, 2023.

⁵ Houte, 2024 : 217.

⁶ Franzinelli, 2001.

société⁷. Instrument de contrôle et de répression, la délation a fortement été encouragée par le président de la République entre 2016 et 2018, au moment de l'état de siège. J'ai montré ailleurs comment, à la suite du passage à un système présidentiel le 9 juillet 2018, la fondation du Cimer illustre le fait que la délation est devenue un mode de gouvernement à part entière⁸ pour Recep Tayyip Erdoğan⁹. Les incitations à la délation ont augmenté durant cette période. De la même manière, dans ses analyses sur la RDA, Sonia Combe montre comment le pouvoir avait appelé la population tout entière à s'associer à la surveillance de la société en partant du constat qu'« aucun organe policier ne peut atteindre par ses seuls moyens l'objectif de contrôle total de la société¹⁰ ». Ceci n'est d'ailleurs pas propre aux situations autoritaires. En France par exemple, Arnaud-Dominique Houte estime ainsi que « faute de moyens, les professionnels de l'ordre public ont toujours dû s'appuyer sur des acteurs auxiliaires¹¹ ». Pour Vanessa Codaccioni, une telle surveillance horizontale vise au moins trois objectifs : « obtenir le maximum d'informations “par le bas” et renforcer le renseignement humain ; exercer une surveillance dans les lieux difficilement accessibles au regard policier, en particulier dans les espaces privés ; et enfin, [...] faire participer activement les citoyen.nes à la chasse aux ennemis intérieurs et, plus généralement, à la sécurisation du territoire, ce qui présente également l'avantage de légitimer la répression¹² ». En Ukraine, en Turquie, en RDA ou en France, il s'agit de mieux connaître la population, de la pénétrer, de la contrôler et, le cas échéant, de la réprimer. En Turquie, ces quatre buts sont incontestablement présents, comme l'explicite l'appel à la dénonciation des Gülenistes par le président Recep Tayyip Erdoğan :

Le 10 août 2016 – Beştepe

Appel à la dénonciation des Gülenistes par Erdoğan

Le Président Erdoğan, lors de son discours destiné aux membres de l'Assemblée des exportateurs de Turquie, a fait un appel aux membres de la nation pour qu'ils dénoncent les Gülenistes qu'ils connaissent, tout en précisant qu'il s'agit d'une « dette à la patrie ». Il a affirmé que les autorités vont abattre FETÖ [l'organisation terroriste de Fethullah Gülen] en collaboration avec la nation.

JE DEMANDE L'AIDE DE NOTRE NATION

Je demande deux aides. Racontez à vos interlocuteurs à l'étranger le vrai visage de cette tentative du coup d'État et comment FETÖ est une menace pour tout le monde.

DÉNONCER LES GÜLENISTES QUE VOUS CONNAISSEZ

Vous pouvez avoir des amis et des copains qui font partie de cette communauté-là, je vous demande de les dénoncer. Vous devez les signaler au Parquet. C'est un devoir patriotique. Le renseignement secret ne peut pas connaître tout le monde, les commissariats ne peuvent pas tout savoir ou rattraper leur retard. Regardez, les hommes s'enfuient¹³.

⁷ Uysal, 2025.

⁸ Uysal, 2021 et 2025.

⁹ Dans le manuel du Cimer, il est indiqué que le Cimer a été fondé à l'initiative du président R. T. Erdoğan. URL : <https://www.cimer.gov.tr/50sorudacimer.pdf> (consulté le 19 mai 2025).

¹⁰ Combe, 1999 : 58-59.

¹¹ Houte, 2024 : 10-11.

¹² Codaccioni, 2025 : 150.

¹³ H. Merkezi, « Erdoğan'dan FETÖ'cülerini ihbar edin çağrısı », *Ensonhaber*, 10 août 2016, URL : <https://www.ensonhaber.com/gundem/erdogandan-fetoculeri-ihbar-edin-cagrisi-2016-08-10> (consulté le 21 juin 2022).

Deux aspects principaux, parmi d'autres, attirent l'attention dans ces appels à la délation : la dénonciation est un devoir du citoyen, tout comme le sont le paiement de l'impôt et le vote ; la participation citoyenne dans le maintien de l'ordre est indispensable et utile. En partant de ces deux points, je cherche dans cet article à analyser les délateurs en tant qu'acteurs non institutionnels de la répression dans un régime qui a connu plusieurs tournants autoritaires. Comment peut-on faire une sociologie des délateurs, qui sont le plus souvent anonymes ? Peut-on parler d'une carrière du délateur ? Est-il possible d'envisager un profil social du délateur ? Les délateurs sont-ils des personnes qui agissent par adhésion idéologique au régime, par intérêt, ou les deux à la fois ? En partant de ces questions, je cherche à mieux connaître ces personnes que l'on appelle délateurs, qui dénoncent d'autres personnes de manière souvent systématique.

BOÎTE À OUTILS

Le nom délateur vient du terme latin *nomen deferre*, qui qualifie le processus de dépôt d'un nom devant le magistrat¹⁴. Progressivement, une différenciation s'est faite entre accusateur et informateur, et le terme de délateur a pris un sens péjoratif. Jean-François Gayraud le précise dans son ouvrage consacré à la dénonciation : « Le terme de délation n'a pas de sens juridique. Il est ignoré du droit pénal [...]. Le mot délation est en réalité une arme de lutte idéologique et politique permettant de diaboliser l'ennemi¹⁵. » Or, contrairement à ce que dit cet auteur, la délation a un sens juridique, du moins en Turquie. Le Code pénal turc régit dans son article 158 la dénonciation et la plainte, et dans son article 278 « le crime de non-dénonciation des crimes et des délits commis ». Il donne ainsi en partie un sens juridique à la délation. En partie seulement, parce que ces articles du Code pénal ne recouvrent ni tous les aspects ni toutes les formes de délation : ils codifient celles qui sont faites auprès du procureur général et des forces de l'ordre. Les délits et les crimes dénoncés par le délateur sont supposés tels dans les limites de sa connaissance et de ses perceptions : qu'est-ce qu'un crime et qu'est-ce qui ne l'est pas ?

Par ailleurs, pour Gayraud, la distinction entre dénonciation et délation est utile dans le sens où elle distingue les informations fournies dans les différents régimes politiques :

En démocratie libérale, les informations fournies à la police et à la justice sont légitimes : ce sont des dénonciations. En régime autoritaire ou totalitaire, faute de consentement des individus au Pouvoir et de respect des libertés individuelles, les informations parvenant aux instances de répression ne bénéficient pas de la même légitimité : ce sont des délations. La distinction dénonciation-délation repose ainsi sur le contexte politique dans lequel le donneur d'informations évolue¹⁶.

Il me semble cependant que cette catégorisation est problématique. En réalité, elle simplifie chacun des cas et ne permet pas de distinguer facilement les deux concepts ainsi que les régimes politiques, alors que la situation est plus complexe. D'une part, elle simplifie les

¹⁴ Robinson, 2007 : 206.

¹⁵ Gayraud, 1995 : 28-29.

¹⁶ *Ibid.* : 30-31.

autoritarismes comme les démocraties en occultant la diversité des situations que recouvrent ces appellations. D'autre part, elle amalgame des modalités de participation des citoyens à l'ordre public qui peuvent être très différentes. Dénoncer quelqu'un sous le régime nazi, en Union soviétique sous le pouvoir de Joseph Staline, dans la Russie de Vladimir Poutine ou en France aujourd'hui n'a certainement pas les mêmes effets politiques et sociétaux, ni les mêmes échos au sein de la société. D'autant plus que les mots se transforment et, parfois, disparaissent, tout comme la délation. À partir de l'exemple russe, François-Xavier Nerard a montré la manière dont :

La délation progressivement contamine le genre de la plainte, de la lettre au pouvoir. Le mot russe pour dire la délation, *donos*, disparaît ainsi du vocabulaire. On ne parle plus alors de "délation" mais bien de "plaintes", de "déclarations" et surtout de "signaux" ou de ce que le français "dénonciation" dans son ambiguïté rend assez bien : on révèle au pouvoir des manquements individuels aussi bien que des injustices¹⁷.

Le caractère ambigu du vocabulaire employé est également présent dans le contexte turc. Dans la mesure où le Cimer n'opère de distinction qu'entre plainte (*şikayet*) et délation (*ihbar*), sans jamais évoquer une autre catégorie qui renverrait à la notion française de dénonciation (*ifşa*, action d'annoncer, faire savoir), j'ai fait le choix, dans cette recherche, d'utiliser indifféremment les termes de « délation » et de « dénonciation » considérés ainsi comme des synonymes. Par ailleurs, il convient aussi de noter que même si des institutions comme le Cimer établissent une distinction entre la plainte et la délation (qui est une accusation secrète et a un sens péjoratif), les frontières entre les deux sont assez floues, au point que la catégorie « délation » a disparu du manuel du Cimer en décembre 2024 et que, dès lors, tous les dépôts sont considérés comme des *şikayet*. Dans le cas de la plainte, le porteur de celle-ci est affecté directement par l'objet de la plainte car, comme le dit Gayraud, « la plainte est la dénonciation de la victime¹⁸ ». Dans le cas de la délation, il n'est pas nécessaire que le délateur soit victime de l'objet de la délation. Celle-ci concerne plutôt des questions sociétales, ou relevant de l'ordre public ou d'affaires criminelles.

La délation peut donc relever de trois registres : le premier permet de qualifier la manière de déposer l'information (ouverte ou secrète) ; le deuxième de délimiter la portée de l'information (individuelle ou sociétale) ; enfin, le troisième de donner une appréciation sur l'information fournie ou sur la personne qui fournit cette information (positive ou péjorative).

Dans la langue turque, le terme de délateur, *muhbir*, vient de l'arabe et renvoie à la personne qui informe. Le dictionnaire de l'Institution de la langue turque¹⁹ (*Türk Dil Kurumu*) nous apprend que le terme *muhbir* (délateur) recouvre trois significations différentes mais interconnectées selon le contexte. Le *muhbir* est d'abord une personne qui dénonce une situation illégale aux autorités compétentes. C'est dans ce sens que, dans cet article, j'utilise le concept. Ensuite, le *muhbir* est un informateur. Enfin, le *muhbir* est la personne qui donne des informations sur tout ce qui se passe sur un lieu de travail, notamment des informations secrètes à des concurrents ou à des personnes tierces. Dans ce dernier sens, *muhbir* appartient au vocabulaire spécifique du monde du travail. L'acte que fait le *muhbir* est appelé *ihbar* (délation) en

¹⁷ Nerard, 2005 : 43.

¹⁸ Gayraud, 1995 : 19-20.

¹⁹ <https://sozluk.gov.tr> (consulté le 14 janvier 2025).

langue turque. Selon ce même dictionnaire, *ihbar* est une dénonciation secrète d'une personne considérée comme coupable ou d'un événement considéré comme un crime aux autorités compétentes, mais il renvoie aussi aux signaux et aux notifications. Il faut noter qu'on trouve le terme « *ihbarcı* » (celui qui dénonce) aussi bien dans la langue courante que dans la langue officielle et journalistique. Cette ambiguïté du vocabulaire n'est pas sans effet : elle rend difficile l'application d'une méthodologie et la collecte des données.

CHOIX MÉTHODOLOGIQUE ET COLLECTE DES DONNÉES

Dans cet article, la délation est appréhendée comme une forme du répertoire répressif de l'État, et les délateurs comme des agents non institutionnels de la répression qui permettent aux gouvernants de surveiller les citoyens partout sur le territoire, voire à l'étranger, mais aussi dans la sphère privée et domestique, souvent considérée comme un espace permettant d'échapper à la surveillance étatique²⁰.

Une question méthodologique fondamentale se pose : comment faire une sociologie des délateurs, qui sont le plus souvent, voire toujours, anonymes ? Est-il possible de collecter des données à propos de personnes dont la principale caractéristique est d'être ou de s'être faits « anonymisés » ? Faire une sociologie du « caché » n'est ni évident ni facile. Néanmoins, il me semble qu'une piste réside dans les « traces » que l'on peut trouver dans les différents dossiers (du Cimer, judiciaires ou de presse) et qu'il faut ensuite suivre. Car de fait, comme l'a judicieusement relevé Louis Junod, on peut parler de « délateur anonyme identifié²¹ ». Dans les dossiers judiciaires, le délateur « anonymisé » (voir les photos 1 et 2) est systématiquement identifié. Des dossiers d'affaires pénales nous renseignent ainsi sur le nom, le sexe, l'adresse, mais aussi, de manière moins systématique, sur l'âge et le métier. Au-delà de ces dossiers judiciaires, dans les dossiers de presse comme dans les archives du Cimer où les délateurs restent anonymes (anonymisé par le délateur lui-même ou par les « utilisateurs²² » du Cimer), il est possible de suivre les traces de certaines caractéristiques sociales et politiques du dénonciateur.

Réaliser une étude sur les délateurs implique de collecter des sources différentes et fragmentées. La Turquie est un cas de figure particulièrement frappant de ce morcellement et de cette difficulté d'accéder aux données. Les dispositifs de délation sont dispersés car il y a une pluralité d'institutions où les déposer : le Cimer, les procureurs, les commissariats de police, le commissariat de la commission de pétitions de la Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM)... Mon corpus est essentiellement constitué des archives du Cimer (cent dossiers de délation). Ces dossiers du Cimer occupent une place centrale mais j'ai également mobilisé des sources collectées au sein d'autres institutions où des dénonciations ont été déposées : aux parquets, aux commissariats et auprès des partis politiques. Les données mobilisées dans cet article ont été

²⁰ Combes et Fillieule, 2011 : 1063.

²¹ Junod, 1955 : 86.

²² Les « utilisateurs du Cimer » (*CIMER kullanıcıları*) sont les personnes qui sont autorisées à consulter les dossiers. Elles travaillent au sein du Cimer pour transférer les demandes et les réclamations aux institutions concernées, mais elles sont également présentes dans chaque institution exécutive (ministère, mairies, universités, etc.) afin d'assurer le suivi des affaires transmises par le Cimer.

CIMER CUMHURBAŞKANLIĞI İLETİŞİM MERKEZİ

Başvuru Sayısı : 2003865765
Başvuru Tarihi : 30.08.2020 20:18

BAŞVURAN BİLGİLERİ

Ad	GİZLENMİŞ
Soyad	GİZLENMİŞ
T.C. Kimlik No	GİZLENMİŞ
Cep Telefonu	GİZLENMİŞ
E-posta	GİZLENMİŞ
İlçe / İl	BORNOVA / İZMİR
Adres	GİZLENMİŞ

BAŞVURU BİLGİLERİ

Başvuru Tipi	İhbar
Başvuru Yolu	İnternet

BAŞVURU METNİ

Öncelikle devletimize karşı algı oluşturulmaya çalışılıp sosyal medyadan yasak olmadığı halde duyar kasmak için yapılan bir gönderi. Ve tüm izmirin memnun olmadığı çalışmadığı ve

Photo 1. Exemple d'un dépôt de délation

À droite en haut, on repère des informations personnelles (prénom, nom, numéro de la carte d'identité, numéro de téléphone, adresse électronique et adresse postale) anonymisées qui sont remplacées par « GİZLENMİŞ ».

CIMER CUMHURBAŞKANLIĞI İLETİŞİM MERKEZİ

Başvuru Sayısı : 2103511092
Başvuru Tarihi : 02.07.2021 16:40

BAŞVURAN BİLGİLERİ

Ad	*****
Soyad	*****
T.C. Kimlik No	*****
Cep Telefonu	*****
E-posta	*****
İlçe / İl	YÜREĞİR / ADANA
Adres	*****

BAŞVURU BİLGİLERİ

Başvuru Tipi	İhbar
Başvuru Yolu	İnternet

BAŞVURU METNİ

Photo 2. Exemple d'un dépôt de délation

À droite en haut, on repère des informations personnelles (prénom, nom, numéro de carte d'identité, numéro de téléphone, adresse électronique et adresse postale) anonymisées qui sont remplacées par « ... ».

constituées à partir de trois sources écrites principales : la presse²³ ; les sources parlementaires, plus particulièrement les questions écrites des députés (quatorze questions) et des dénonciations déposées auprès des partis politiques (trois dénonciations) ; et enfin les archives des dossiers de procès de certains cabinets d'avocats avec lesquels j'étais déjà en contact pour mes recherches antérieures ou avec lesquels j'ai pu nouer des liens à cette occasion, et qui m'ont permis d'analyser des délations ayant fait l'objet d'une action en justice. Les dossiers judiciaires sont encore aujourd'hui une piste originale et peu explorée par les chercheurs. On trouve peu de recherches qui mobilisent ces données s'agissant des délations, et c'est particulièrement le cas en Turquie. Cependant, il reste très difficile d'accéder à ce type de documents, et ce pour deux raisons majeures. Tout d'abord, l'univers des avocats est très particulier et induit des difficultés en termes de relations humaines. La concurrence – assez violente – est beaucoup plus la règle que la collaboration. Même avec des avocats avec qui j'entretenais de bonnes relations, j'ai donc été confrontée à des difficultés majeures. Mes demandes se sont fréquemment heurtées à leur silence qui signifiait un refus, à des appels manqués (très fréquents), à des promesses non tenues, à des demandes répétées, etc. Malgré ces inconvénients, j'ai pu avoir accès à vingt-deux dossiers grâce à onze avocates et avocats différents. La seconde difficulté est liée au statut de la délation dans un dossier judiciaire. Elle est parfois facile à repérer : la demande au Cimer est rattachée au dossier judiciaire. Mais dans certains cas, il faut dépouiller tout le dossier pour trouver des informations sur la délation, car elle est mentionnée par le procureur dans les lignes de l'acte d'accusation. Au-delà des sources écrites, j'ai réalisé des entretiens semi-directifs avec certaines victimes de délation, des avocats mais aussi des « déposeurs » (treize entretiens).

PROFIL SOCIOLOGIQUE DU DÉLATEUR

Le Cimer publie chaque année un communiqué de presse à propos des dépôts et du profil social des « déposeurs » du Cimer. Il convient de préciser que les analyses faites pour ce type de communiqués ne distinguent pas les délateurs de l'ensemble des « déposeurs ». Ainsi, ces derniers incluent aussi des demandeurs d'informations, des déposeurs d'une plainte... Ces données globales et moins systématiques nous renseignent sur le nombre de dépôts et les villes²⁴ où ils ont été déposés, le genre, le niveau d'étude et, exceptionnellement, l'âge des déposeurs. En janvier 2025, le Cimer a aussi diffusé le nom d'un certain nombre d'organisations dites criminelles qui ont été démantelées grâce à des dépôts auprès du Cimer²⁵. Les données diffusées sont loin d'être systématiques. Par exemple, il n'est pas possible de trouver des informations sur la répartition par sexe des déposeurs dans les communiqués de chaque année, ainsi que sur le niveau d'étude. Les critères pour déterminer le niveau de diplôme semblent ne pas être

²³ En passant par la Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM), j'ai opéré des recherches dans les archives enregistrées par *Medya Takip* entre 2006 et 2022, à partir de trois mots-clés (Bimer, Cimer, délation). Ce dépouillement m'a permis d'obtenir 10 709 occurrences dans la presse écrite.

²⁴ Seuls les cinq ou six premières villes, et de manière moins systématique, quelques villes situées en dernières en termes de nombre de dépôts sont mentionnées dans les analyses.

²⁵ « CİMER'e 2024'te 4,5 milyondan fazla başvuru yapıldı », Cimer, URL : <https://www.iletisim.gov.tr/turkce/duyurular/detay/cimere-2024te-45-milyondan-fazla-basvuru-yapildi> (consulté le 28 juillet 2025).

toujours les mêmes : on peut se demander si seuls les diplômés de Bac+2 et Bac+4 ont été pris en compte ou bien si les détenteurs de Bac+5 et de doctorats l'ont également été. Les différents textes ne sont pas clairs sur ce point.

Les données sur la délation que j'ai pu collecter permettent néanmoins de nuancer et d'enrichir les analyses globales sur le profil social des « déposeurs » réalisées par le Cimer afin de mieux appréhender les délateurs. Les sources collectées mettent en lumière un univers masculin : dans mon corpus, je n'ai rencontré aucune trace de délatrices alors même que les victimes féminines sont nombreuses. Cela ne coïncide pas avec les statistiques du Cimer selon lequel 40 % des « déposeurs » sont des femmes en 2021 contre 45 % en 2024²⁶. Le taux des femmes augmente d'une année sur l'autre et le Cimer nous apprend qu'elles sont plus présentes chez les jeunes « déposeurs », par exemple en 2022²⁷.

Niveau social et de scolarisation

Un premier élément a trait au capital culturel et scolaire. Selon les statistiques diffusées par le Cimer, en 2023, les diplômés universitaires (47,3 %) étaient plus nombreux que les diplômés du lycée (32,4 %)²⁸, contre 40 % de diplômés universitaires en 2021. Mais ces chiffres sont obtenus en n'incluant que les diplômés et omettent de prendre en compte les personnes qui n'ont fait que des études primaires. Par ailleurs, dans les communiqués de presse des différentes années, on découvre une catégorisation différente, comme on l'a déjà mentionné, qui nous amène à remettre en question ces résultats. Une année, les analyses parlent de « diplômés universitaires », une autre, elles incluent les « diplômés de master 2 et de doctorat », et une autre encore, les statistiques portent sur des « diplômés de licence »... Ces catégories fluctuantes font qu'il est difficile de déterminer le niveau d'étude des « déposeurs ».

Les données que j'ai collectées semblent aller à l'encontre de ces résultats. Elles révèlent, à première vue, que la majorité des délateurs ont un faible capital culturel, que l'on peut appréhender à l'aune du mauvais usage de la langue, de phrases mal construites, du nombre de fautes d'orthographe ou d'accord, de l'usage des ponctuations. Il est même assez rare de trouver des dénonciations bien écrites. Je peux dire que, dans les archives du Cimer que j'ai pu collecter, on trouve très peu de traces d'un capital culturel relativement important, surtout quand il s'agit de la délation. Il en va de même, par exemple, pour les étudiants à l'université. Ils rédigent des textes de dénonciation avec des phrases très mal construites. Par ailleurs, les statistiques du Cimer et les archives de la presse suggèrent que la délation est très présente dans l'enseignement supérieur, ce que confirme la présence de personnes ayant des niveaux de diplômes élevés au sein des délateurs²⁹. Il me semble que cette présence fait qu'il est impossible de déduire le capital culturel à partir des seuls diplômes. Le bon usage de la langue représente

²⁶ A. K. Akan, « CİMER'e 2022'de 6 milyon 180 bin başvuru yapıldı », AA, 30 décembre 2022, URL : <https://www.aa.com.tr/tr/gundem/cimere-2022de-6-milyon-180-bin-basvuru-yapildi/2776039> (consulté le 28 juillet 2025) ; « CİMER'e 2024'te 4,5 milyondan fazla başvuru yapıldı », art. cité.

²⁷ A. K. Akan, « CİMER'e 2022'de 6 milyon... », art. cité.

²⁸ « CİMER'e başvuru sayısı 2023'te yüzde 23 arttı », TRT Haber, 22 janvier 2024, URL : <https://www.trthaber.com/haber/turkiye/cimere-basvuru-sayisi-2023te-yuzde-23-artti-831003.html> (consulté le 11 août 2024).

²⁹ Uysal, 2021 et 2025 ; Berksoy 2021.

un indice qui permet de déterminer le capital culturel qui n'est pas uniquement lié au niveau du diplôme.

Les délateurs écrivent et s'expriment très mal en turc, ce qui ne semble pas être une spécificité de la Turquie mais au contraire un trait largement partagé par les délateurs de manière générale. Ainsi, Anne-Lise Ulmann l'a mis en évidence pour les dénonciations aux caisses d'allocations familiales (CAF) en France : « L'orthographe, mais surtout les ratures, les phrases incomplètes et la syntaxe incohérente³⁰. ». Comment interpréter ces faiblesses ? Pour Ulmann, ces erreurs sont liées aux émotions du délateur plutôt qu'à son capital culturel. Elle écrit ainsi que « ces lettres ont dû être rédigées à la hâte et sans doute sous le coup de la passion indignée ou d'une frustration insupportable ». Certes, la hâte, la passion et la frustration peuvent transparaître dans les textes. Néanmoins, dans le cas de délations en Turquie que j'ai pu analyser, le mauvais usage de la langue semble être également lié au faible capital culturel des dénonciateurs.

Le délateur et son entourage

Les recherches scientifiques sur la délation révèlent que le délateur vise souvent son entourage proche. Il existerait une proximité entre le délateur et la personne ciblée³¹ : ils vivraient dans le même appartement, dans le même quartier, ils travailleraient dans les mêmes lieux ou feraient du commerce ensemble, ils fréquenteraient les mêmes milieux³². Il existerait donc des liens – amicaux, familiaux, professionnels, spatiaux, de voisinage... – entre le délateur et sa cible. Il s'agirait donc d'un contrôle du milieu social des uns par les autres. Les uns deviennent les policiers des autres. Ma recherche sur les délations en Turquie confirme ce résultat, mais en partie seulement.

Dans certains cas en effet, la proximité peut être très étroite. Les relations familiales, voire conjugales, en constituent un exemple. Une mère qui dénonce son fils pour trafic de drogue³³, un mari qui dépose une délation à l'encontre de sa femme pour outrage au président de la République³⁴, un père qui signale que son fils appartient à une organisation illégale³⁵ ou l'inverse (voir ci-dessous)... Les cas sont très nombreux. Ce nombre augmente après le 15 juillet 2016, date de la tentative de coup d'État attribuée à la communauté Gülen : les dénonciations faites auprès des commissariats dévoilent des dépôts de délation contre des proches, des voisins ou du conjoint ou de la conjointe³⁶. Les collègues ne sont pas non plus épargnés par les dénonciations. En 2017, un universitaire, maître de conférences à la faculté de droit de l'université Çukurova (Adana, sud de la Turquie), a dénoncé deux de ses collègues auprès du procureur pour leur adhésion au FETÖ (l'organisation de Gülen considérée comme terroriste) et au PKK

³⁰ Ulmann, 2005 : 109.

³¹ Boulakia et Mariot, 2023 : 315.

³² Voir Betbeder, 2005 : 72.

³³ <https://www.instagram.com/reel/DA3aClkMTNi/> (consulté le 30 juin 2025).

³⁴ « Eşini 'Erdoğan'a hakaret'ten ihbar eden koca: Pişman değilim, yine yaparım », *Diken*, 25 février 2016, URL : <https://www.diken.com.tr/esini-ihbar-eden-pisman-degilim/> (consulté le 28 juin 2024).

³⁵ Uysal, 2025 : 20.

³⁶ A. Görmüş, « 'Sayın vatansever muhbir'den 'iftiracı katil'e... », *Serbestiyet*, 9 avril 2018, URL : <https://serbestiyet.com/yazarlar/sayin-vatansever-muhbirden-iftiraci-katile-10193/> (consulté le 25 mai 2025).

(Parti des travailleurs du Kurdistan, lui aussi classé comme terroriste)³⁷. De la même manière, un homme, fonctionnaire à la compagnie nationale de transport ferroviaire turque (TCDD), a dénoncé 139 personnes³⁸ qui travaillaient au sein de cette même institution pour leur adhésion à la communauté Gülen³⁹.

Le délateur dont on va lire le dépôt a dénoncé un autre homme qui porte le même nom de famille que lui. Ce cas est intéressant dans le sens où il nous montre concrètement que « la famille et le voisinage ne sont pas des lieux d'idylle. Ce sont des lieux de conflits, de désordres et de souffrances, de drames grands et petits qui peuvent tourner à l'affaire d'État⁴⁰ ».

Notre villageois Temel⁴¹ a pris sa retraite en trompant l'État. [...] Alors qu'il travaillait comme chauffeur de taxi quand il était jeune, quelqu'un l'a placé comme veilleur de nuit fictif sur des chantiers de construction de l'État en échange d'argent. Autrement dit, il n'apparaît que comme un garde sur les documents officiels. Il n'a pas travaillé un seul jour dans cette surveillance de nuit imaginaire qui a duré huit ans. Il a continué son travail de chauffeur de taxi et a été payé au début de chaque mois.

Après huit ans, il rejoint une organisation officielle (je pense qu'elle est affiliée au ministère des Travaux publics) sur la route Polatlı-Ankara-Eskişehir en tant que chauffeur. Il a pris sa retraite injustement alors qu'il avait la cinquantaine, affirmant qu'il avait fait son service militaire, qu'il a travaillé comme chauffeur et comme veilleur de nuit pendant huit ans et qu'il avait reçu une importante prime de retraite.

[...] En fait, cet homme a non seulement reçu injustement un salaire de l'État pendant huit ans, mais il a également pris injustement sa retraite avant d'avoir atteint l'âge légal de la retraite, a reçu une importante prime de retraite qu'il ne méritait pas et continue toujours à recevoir une pension qu'il ne mérite pas.

[...] cela évitera que le budget de notre État ne soit endommagé⁴².

Cependant, proximité ne signifie pas toujours interconnaissance. Dans le cas de la délation, elle peut aussi revêtir une signification littérale, à savoir la distance physique. Théo Boulakia et Nicolas Mariot soulignent l'importance de la délation de proximité lors de l'épidémie de Covid 19, mais sans ignorer le fait que la délation n'épargne pas non plus les anonymes, les inconnus dans la rue ou dans les parcs, les voitures immatriculées ailleurs⁴³. Mon terrain en Turquie le confirme. Un voyageur dans un bus qui a dénoncé un autre voyageur, situé à côté de lui, en raison de ses échanges sur WhatsApp constitue un exemple parfait de ce genre de situation : « Je suis dans le bus E-10. Ils ont fondé un groupe appelé Devrim-Der et des photos d'Öcalan⁴⁴ sont enregistrées sur son téléphone⁴⁵. » La police a ensuite arrêté le bus et interpellé

³⁷ H. Merkezi, « Muhbir akademisyen: Meslektaşlarını PKK ve FETÖ'yle suçlayıp ihbar etti », *Yesil Gazete*, 2 mai 2017, URL : <https://yesilgazete.org/muhbir-akademisyen-meslektaşlarını-pkk-ve-fetoyle-suçlayıp-ihbar-etti/> (consulté le 25 mai 2025).

³⁸ On analysera ce type de cas, qu'on peut appeler « délations en série », dans les paragraphes suivants.

³⁹ B. Terkoğlu, « Kim çıkarıyor bu Resmi Gazete'yi yahu! », *Cumhuriyet*, 6 septembre 2021, URL : <https://www.cumhuriyet.com.tr/yazarlar/baris-terkoglu/kim-cikariyor-bu-resmi-gazeteyi-yahu-1866413> (consulté le 25 mai 2025).

⁴⁰ Gabriel, 2004 : 49-50.

⁴¹ Le nom a été modifié par l'auteur.

⁴² Archives du groupe parlementaire du CHP, 25 juillet 2024.

⁴³ Boulakia et Mariot, 2023 : 315.

⁴⁴ Abdullah Öcalan, leader du PKK.

⁴⁵ « Muhbir yolcu otobüste yanındaki kişinin yazışmasını ihbar etti », Sol TV, 19 février 2018, URL : <https://haber.sol.org.tr/toplum/muhbir-yolcu-otobuste-yanındaki-kisinin-yazismasini-ihbar-etti-229033> (consulté le 30 mai 2025).

la personne ciblée. On apprend dans le même article que, quelques jours auparavant, dans un autre bus à Ankara, une femme qui discutait avec la personne à côté d'elle a été dénoncée par un tiers pour outrage à Erdoğan. Ces deux exemples confirment deux choses : le fait que les conversations privées n'échappent pas à la dénonciation, mais aussi que la proximité peut n'être que physique et n'induit pas forcément une interconnaissance.

Comme les exemples mentionnés le mettent en évidence, on repère assez souvent une proximité entre le délateur et sa victime. Mais d'autres données collectées montrent que l'on observe parfois aussi un éloignement, y compris physique, entre les personnes concernées. En effet, le système établi par le Cimer facilite la délation à distance. On découvre ainsi des délations à l'encontre de personnes qui vivent dans une autre ville, voire dans un autre pays. Une journaliste qui vit à Istanbul a été dénoncée par quelqu'un qui habite à Karabük (à l'ouest de la région de la mer Noire) pour une publication sur les réseaux sociaux⁴⁶. Dans ce type de cas, la personne dénoncée est en général connue, mais pas nécessairement : les médias sociaux créent un nouvel espace pour la délation, qui s'élargit, tout comme le contrôle social, par le biais du Cimer. De ce fait, les caractères déterminants de la délation – la proximité et la connaissance – se retrouvent dépassés. Fabien Jobard et Jean-Paul Brodeur parlent d'une « internationalisation de la délation⁴⁷ ». À l'aune du cas turc, il me semble plus pertinent de parler d'une extension de l'espace de la délation.

En bref, le délateur surveille son entourage proche, mais pas seulement. Son regard se porte bien au-delà. Le développement technologique permet aux informateurs de surveiller à distance et de collecter des informations sur des personnes éloignées. Dès lors, les yeux et les oreilles du délateur n'ont jamais pu aller aussi loin que maintenant.

La délation comme métier

En Turquie, entre 2016-2018, on compte un nombre important de dénonciations systématiques faites par les mêmes personnes⁴⁸. Dans la plupart des cas, la dénonciation au Cimer (de même que pour d'autres institutions de dépôts) est une habitude : le délateur ou la délatrice ne se contente pas d'un seul recours, il ou elle est un habitué ou une habituée du dépôt de dénonciations. Les phrases qui commencent par « j'ai déjà récemment écrit au Cimer... » ne sont pas exceptionnelles. En suivant certains délateurs qui comparent les différentes réponses que les autorités leur ont apportées, on comprend aussi la multiplicité des recours, que ce soit sur des sujets identiques ou différents. Comment expliquer ce phénomène et assiste-t-on à un processus de professionnalisation ? Cette hypothèse m'a été inspirée par des travaux sur la délation dans d'autres pays et d'autres circonstances. À partir du cas de l'Abbé Gould qui, entre 1745 et 1748, avait dénoncé plusieurs assemblées de protestants français, J. G. Alger parle en effet du « métier de délateur⁴⁹ ». Et dans une interview à la BBC, l'anthropologue Alexandra Arkhipova

⁴⁶ <https://x.com/temcikterelelli/status/1493962399430455297?lang=he> (consulté le 25 juin 2025).

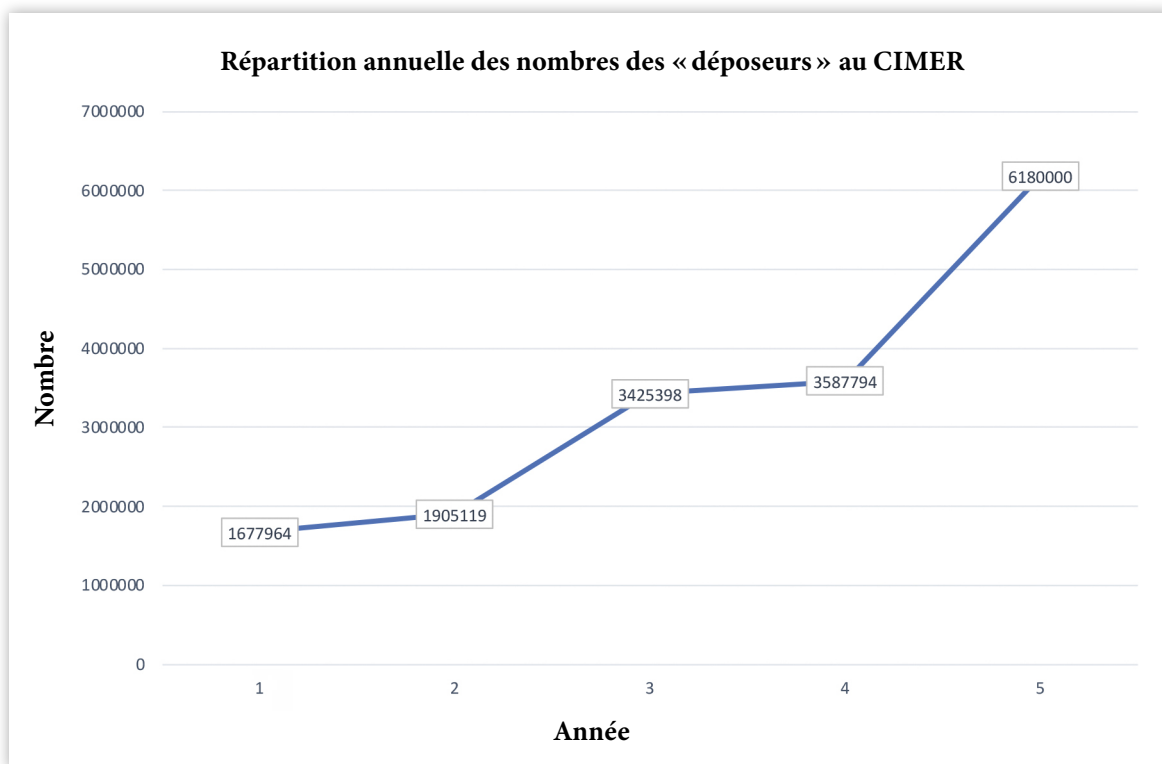
⁴⁷ Brodeur et Jobard, 2005 : 207.

⁴⁸ Uysal, 2025.

⁴⁹ Alger, 1897 : 336.

montre aussi comment la délation devient un « métier » lorsque certaines personnes dénoncent plus de mille opposants au pouvoir en place⁵⁰.

Les statistiques publiées par le Cimer corroborent l'analyse que j'ai faite à partir de mon propre corpus. Par exemple, en 2022, 6 180 000 demandes ont été déposées au Cimer par 3 744 520 personnes, soit 1,65 dépôt par personne. Mais derrière ce chiffre global, on voit que, pour certains, la délation est un fait systématique, voire une obsession. On apprend dans des archives de la presse qu'une personne a dénoncé 150 personnes, y compris son père et son oncle⁵¹. Ces derniers ont été accusés par le délateur d'« avoir aidé l'organisation terroriste DHKP-C⁵² ». Cet homme, qui a débuté son « métier de délateur » à l'âge de 10 ans, avoue avoir dénoncé 150 militants en fournissant aussi aux autorités leur adresse et la nature de leurs actions. L'article de presse nous fait également comprendre qu'il a exercé le « métier d'informateur » pendant plusieurs années en s'infiltrant dans l'organisation en question. Ce cas nous montre à quel point les frontières entre le délateur et l'informateur peuvent être incertaines.



Source : <https://www.iletisim.gov.tr/images/uploads/dosyalar/kamu-yonetiminde-bir-donusumun-hikayesi-cimer.pdf>, consulté le 18 août 2024, p. 131.

⁵⁰ « Informers: hunting the enemy within », BBC World Service, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=UyR-VWmSsYjM> (consulté le 25 juin 2025).

⁵¹ A. Söylemez, « Babasını da İhbar Eden Kadrolu Muhbir İ.Ö. Hapishanede “Kayboldu” », Bianet, 27 janvier 2020, URL : <https://bianet.org/haber/babasini-da-ihbar-eden-kadrolu-muhbir-i-o-hapishanede-kayboldu-219193> (consulté le 24 juin 2024).

⁵² Parti-Front révolutionnaire de la libération du peuple, une organisation armée de la gauche radicale.

Le secteur éducatif semble être un lieu particulièrement propice aux dénonciations multiples. Une personne faisant partie du corps enseignant d'une université (située dans une métropole au sud-ouest de la Turquie) a dénoncé 23 personnes en quelques actes de dénonciation⁵³. Il s'agit d'un homme marié, âgé de 48 ans lorsqu'il a déposé ses dénonciations, et enseignant en sciences sociales. Ici, on parle d'un profil de délateur bien intégré, c'est-à-dire d'un homme marié, appartenant à la classe moyenne et ayant un emploi fixe. Le dossier, suivi par le Bureau d'enquête sur le terrorisme et le crime organisé du parquet général du département de l'université, nous donne des indications sur les personnes dénoncées : il s'agit de 7 femmes et de 16 hommes. D'après le délateur, ces 23 personnes sont nées entre 1949 et 1998, elles habitent majoritairement dans cette métropole et ont commis le même « crime », à l'exception d'un seul dénoncé. Ce dernier a été signalé au procureur pour le motif de faire la propagande d'une organisation armée – YPG, *Yekîneyên Parastina Gel*, Unité de protection du peuple, la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) kurde en Syrie –, et tous les autres ont été accusés d'être membres d'une organisation islamiste terroriste, en l'occurrence FETÖ, l'organisation Güleniste. On découvre dans le dossier d'enquête une série de relations nouées autour des intérêts personnels du délateur. Ce dernier a dénoncé une de ses jeunes collègues parce qu'il estimait qu'elle avait été nommée au poste qui devait lui revenir. De la même manière, il a dénoncé un certain nombre de ses collègues et de ses étudiants parce qu'il considérait que tous ces gens conspiraient pour faire obstacle à ses propres projets. Toutes ces victimes sont donc des connaissances du délateur avec qui il a des relations d'intérêt. Le délateur détourne à son profit la rhétorique des ennemies de l'État⁵⁴ et, pour ce faire, n'hésite pas à se servir de l'arsenal juridique.

On compte de nombreux cas où le délateur dépose plusieurs dizaines de plaintes auprès du Cimer, du procureur ou du commissariat. Ici, une question se pose : quelle est la motivation de ces délateurs qui font de la délation un métier ? L'argent et/ou l'engagement politique ?

L'Allemagne nazie, étudiée par Alf Lüdtke, dévoile le fait que la dénonciation est une pratique pour laquelle chacun à ses propres motivations⁵⁵. Pour Lüdtke, la dénonciation relève souvent de l'*Eigensinn*, en ce sens qu'on s'approprie une activité considérée comme intéressante, valorisante, dans laquelle on trouve du sens, voire du plaisir⁵⁶. Cette notion offre une perspective permettant de comprendre des attitudes autres que la résistance et l'obéissance, en donnant ainsi l'opportunité de cerner des pratiques qui peuvent être tout aussi bien politiques qu'autre chose : le travail pour soi ; le fait d'être avec les autres⁵⁷. Par conséquent, pour Lüdtke et comme le souligne Jean-François Bayart⁵⁸, l'*Eigensinn* est loin d'être simplement d'ordre individuel. De la même manière, le cas de la Tunisie, analysé par Béatrice Hibou, suggère de façon plus claire encore comment les rivalités (les concurrences, les jalousies...) entre différents groupes et individus rendent possibles les intrusions politiques⁵⁹. Dans le prolongement

⁵³ Dossier d'enquête judiciaire, 2018.

⁵⁴ Après le coup d'État du 15 juillet 2016, le pouvoir a employé une rhétorique évoquant une « organisation terroriste cocktail » (*kokteyl terör örgütü*) pour propager l'idée d'une coopération supposée entre le PKK et la communauté Güleniste.

⁵⁵ Oeser, 2015a : 179.

⁵⁶ *Ibid.* : 178-179.

⁵⁷ Lüdtke, 2000 : chapitre 4.

⁵⁸ Bayart, 2022 : 662.

⁵⁹ Hibou, 2006 : 181-183.

de ces constats, l'exemple cité ci-dessus met au jour le lien entre délation et intérêt personnel, rivalités et « banalité du mal⁶⁰ ». Ce lien est particulièrement tissé par la carrière et l'argent : le poste, les projets... Quels sont alors les liens de causalité noués entre l'argent et la délation ? Dans le corpus des données du Cimer, je n'ai trouvé aucune trace de rémunération. Néanmoins, les archives de la presse parlent d'une somme d'argent versée aux délateurs. Selon des sources journalistiques, en 2021, la Présidence des administrations des recettes (*Gelir İdaresi Başkanlığı*) a versé 11 618 000 livres turques (environ 846 176 euros⁶¹) aux délateurs (*muhbir*)⁶² et 22,3 millions de livres turques (environ 606 803 euros⁶³) à 160 délateurs en 2024⁶⁴. Le rapport de la Cour des comptes (*Sayıştay*) signale ainsi que plusieurs paiements en faveur d'une seule personne ont été enregistrés. Ces deux articles de presse rapportent également que la Cour des comptes constate la transformation de la délation en un véritable métier pour certaines personnes sans qu'une quelconque indication n'émerge sur la nature et l'identité de ces délateurs rémunérés.

Appartenance politique du délateur

Mais cette motivation sonnante et rébuchante, pécuniaire ou non, n'est pas la seule, loin de là. Elle peut être politique. Dans ce cas, le délateur prétend se mobiliser pour protéger le pays et l'État. Il agit au nom du pouvoir et de l'État pour surveiller et contrôler la société, mais aussi pour dénoncer les personnes qu'il suppose être des criminels. En ce sens, il réclame justice et il participe à la répression en devenant « le flic de l'autre⁶⁵ ». Il contribue à l'exercice de la domination en proposant « d'autres compréhensions et interprétations de la réalité⁶⁶ »... qui correspondent aux enjeux politiques du moment tels que définis par les gouvernants. Par ce biais, le délateur crée ses propres lois et crimes qui convergent avec ce qu'il croit déceler du pouvoir en place. Contrairement à ce qui est parfois évoqué, une telle participation personnelle au rétablissement de l'ordre ne semble pas provenir d'un sentiment d'insécurité ou d'inquiétude⁶⁷. En tout cas, je n'en ai pas trouvé trace dans mon corpus. Elle semble plutôt être liée à un désir de régler ses comptes, comme on l'a vu plus haut, mais aussi au fait d'avoir une même conception de l'ordre, du désordre et de la répression que l'État et les gouvernants.

Le moment politique détermine le profil politique du délateur : autrement dit, les délateurs sont des enfants de leur temps. Ainsi, les figures des ennemis d'État diffèrent selon les époques. L'extrême gauche et la gauche radicale incarnent les principaux ennemis d'État, plus particulièrement dans les années 1970. Les mémoires de Mehmet Emin Bozarslan, écrivain kurde, nous renseignent sur les appels à la délation des militaires et des gouverneurs suite au coup d'État

⁶⁰ Arendt, 1991.

⁶¹ En décembre 2021, 1 euro équivalait à 13,73 livres turcs.

⁶² « Asılsız ihbar arttı! Muhbir vatandaş 11 milyon gitti », *Patronlar Dunyasi*, 6 octobre 2022, URL : <https://www.patronlardunyasi.com/asilsiz-ihbar-artti-muhbir-vatandasa-11-milyon-gitti> (consulté le 29 juin 2025).

⁶³ En décembre 2024, 1 euro équivalait à 36,75 livres turcs.

⁶⁴ « Muhbirlik meslek haline geldi: 2024'te rekor ihbar, rekor ödeme », *Velev*, 11 mai 2025, URL : <https://velev.news/gundem/muhbirlik-meslek-haline-geldi-2024te-rekor-ihbar-rekor-odeme/> (consulté le 29 juin 2025).

⁶⁵ Combe, 2005 : 57.

⁶⁶ Hibou, 2011 : 186.

⁶⁷ Boulakia et Mariot, 2023 : chapitre 5.

du 12 mars 1971 et sur les délations elles-mêmes⁶⁸. Le mouvement Kurde, ennemi majeur d'État dès le début des années 1990⁶⁹, devient aussi la cible privilégiée des délateurs. Un nombre important de Kurdes ont également été forcés par l'État de devenir des informateurs⁷⁰. Il a fallu attendre les années 2010 pour voir les Gülenistes devenir également des ennemis d'État et ainsi les cibles des délateurs. C'est après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016⁷¹, attribuée à la Communauté Gülen, ex-alliée du Président Erdoğan, que les délateurs ont fréquemment visé les Gülenistes. Les médias proches du pouvoir ont diffusé des informations qui désignent le PKK et la Communauté Gülen comme les deux principaux ennemis d'État. La presse les appelle souvent « l'organisation terroriste cocktail » afin de montrer qu'ils collaborent pour renverser le pouvoir d'Erdoğan. Suite à la diffusion de ce narratif, dans la période post-2016, on repère assez souvent des dénonciations qui visent simultanément des membres et des sympathisants présumés de deux organisations⁷². Certains actes de délation permettent ainsi de retracer cette polarisation politique et sociétale et donnent à voir les camps politiques en confrontation. De fait, le gouvernement opère en s'appuyant sur les conflits et les jeux de pouvoir au sein de la société, et il utilise largement les conflits politiques et sociaux pour étendre ou affermir son pouvoir⁷³, à l'instar de ce délateur, qui s'appuie sur le conflit du régime avec les partis kurdes :

Le 15 octobre 2019, j'ai vu sur İNSİGRAM [Instagram], en regardant une vidéo sur la page de tcplatform, que Osman Baydemir, député de HDP, a fait une comparaison entre Erdogan et un *teröris* [terroriste] et, qu'il a qualifié l'État républicain turc d'État de terreur. En tant que patriote, j'ai été très attristé et je me suis senti obligé de déposer une accusation auprès du Parquet et je vous demande de faire le nécessaire, au nom des familles de martyrs et des mères qui veillent devant le siège du HDP à Diyarbakır pour leurs enfants. La vidéo dont il s'agit est sur le CD joint⁷⁴.

Les statistiques officielles du Cimer montrent que quatre secteurs sont les objets prioritaires des « déposeurs » auprès du Cimer : les secteurs public et privé, les services locaux (mairies), l'enseignement supérieur et la santé⁷⁵. Il convient de noter que cette catégorisation apparaît assez problématique car il existe une grande perméabilité entre les catégories. Par exemple, un professeur des universités dénoncé relève-t-il de la première catégorie (le secteur public) ou de la troisième, celle de l'enseignement supérieur ? La même question se pose pour une infirmière

⁶⁸ Bozarslan, 1974.

⁶⁹ Çelik, 2016.

⁷⁰ R. Arslan, « İstanbul'daki HDP'li Kürtler: Duygusal kopuş aşaması geçilmek üzere », BBC News Türkçe, 20 janvier 2016, URL : https://www.bbc.com/turkce/haberler/2016/01/160119_istanbul_hdp (consulté le 29 juillet 2025).

⁷¹ Une tentative de coup d'État a eu lieu le 15 juillet 2016, commanditée par un « Conseil de la paix dans le pays », une faction des Forces armées turques liée à la communauté Fethullah Gülen. La tentative s'est soldée par un échec. Mais dans les jours qui ont suivi le putsch, les autorités turques ont procédé à une série d'arrestations et de purges au sein des Forces armées du pays, de la gendarmerie, de la police, mais aussi de l'enseignement, de la justice, du secteur de la santé et des médias. L'état d'exception décrété le 20 juillet est resté en vigueur pendant deux ans.

⁷² Dossier d'enquête judiciaire, 2018. Voir également la note de bas de page 54.

⁷³ Hibou, 2011 : 201-202.

⁷⁴ Zonguldak, source : *dossier judiciaire*, sans date.

⁷⁵ « 2018'de 3 milyon 429 bin 294 kişi CİMER'e başvurdu », *Diken*, 15 février 2019, URL : <https://www.diken.com.tr/2018de-3-milyon-429-bin-294-kisi-cimere-basvurdu/> (consulté le 25 mai 2025).

dénoncée travaillant dans un hôpital public. Malgré les problèmes que pose cette catégorisation, elle nous permet de voir que la délation reste strictement liée aux services publics et privés et au monde du travail. Ce fait renvoie au troisième sens de « *muhbir* » en langue turque, mentionné plus haut : la personne qui renseigne sur tout ce qui se passe sur un lieu de travail. Les services non fournis ou pas correctement fournis, la corruption... font l'objet de délations. Mais l'analyse du matériau que j'ai pu collecter à l'aune de cette catégorisation montre que la délation porte également sur d'autres aspects. Les délateurs surveillent les lieux du travail et les travailleurs du secteur public pour évaluer leur loyauté envers l'État. Les fonctionnaires présumés non fidèles sont les cibles favorites des dénonciateurs.

Parmi ces quatre secteurs, les établissements scolaires, y compris les universités, sont des lieux privilégiés de la délation pour raisons politiques. L'étude de ces lieux nous permet de mieux saisir les caractéristiques des délateurs et des délatrices. Certains étudiants se voient comme l'œil du pouvoir au sein des institutions universitaires. Un cas récent nous le montre clairement. L'histoire se passe à Ankara, à l'université de Hacettepe, au moment des boycotts de mars 2025 organisés par les étudiants avec le soutien du CHP (Parti républicain du peuple, centre gauche), premier parti d'opposition, pour protester contre le pouvoir. Un étudiant dénonce son professeur au Cimer en prétendant que celui-ci a apporté son soutien aux boycotts. Et effectivement, à la suite de l'enquête administrative qui a suivi cette dénonciation, le professeur a été limogé⁷⁶. Dans un autre dossier judiciaire instruit à l'encontre d'une enseignante, la motivation principale du délateur serait la sûreté de l'État et la protection de la patrie, et le délateur se fait policier des idées :

L'enseignante donne le mauvais exemple aux étudiants à qui elle a enseigné avec ses publications sur les réseaux sociaux, que les étudiants éduqués par une enseignante ennemie de l'État, défenseur du PKK, deviennent athéistes et communistes, que les étudiants élevés par cette enseignante doivent être suivis par l'État, que cette personne publie toujours des terroristes membres du DHKP-C, des photos de ceux qui ont martyrisé le procureur Mehmet Selim Kiraz⁷⁷, qu'il demande aux responsables d'État qu'une enseignante rebelle et défenseuse des terroristes que puisse donner aux étudiants qu'elle éduque, qu'il faut dire stop à cette enseignante et qu'elle cherche toujours à dénigrer son propre pays et sa patrie et à assombrir l'avenir du pays⁷⁸.

Ces dénonciations fonctionnent donc à la fois comme une surveillance assurée par les citoyens au nom du pouvoir et comme une participation des citoyens à la répression. C'est par ce biais que le gouvernement est en mesure de contrôler l'ensemble du pays, dans ses moindres recoins. La délation apparaît comme l'expression du « sultan caché⁷⁹ » omniscient, présent dans tous les cercles sociaux (la famille, l'immeuble, le quartier, le travail, les réseaux sociaux, etc.), vieille représentation du pouvoir qui a toujours cours et qui semble être réactualisée par la délation. Le citoyen devient ainsi un « auxiliaire » des institutions sécuritaires. Un bon citoyen doit continuellement faire preuve de la plus grande vigilance à l'égard des ennemis, comme le montre aussi Sheila Fitzpatrick dans la Russie soviétique des années 1930⁸⁰.

⁷⁶ « Boykota destek veren akademisyene ihraç », *Birgün*, 13 mai 2025.

⁷⁷ Le procureur a été assassiné au Palais de justice d'Istanbul après avoir été pris en otage par des militants du DHKP-C, le 31 mai 2015.

⁷⁸ L'affaire a été portée devant le tribunal administratif d'Izmir et délibérée en 2021.

⁷⁹ Kırh, 2018 : 616-617.

⁸⁰ Fitzpatrick 2002 : 37-38.

Dans d'autres cas encore, le délateur se présente comme un « prophète juridique auto-mandaté⁸¹ », à l'instar de cet homme qui estime que la justice est trop clémentine :

Une peine d'emprisonnement à perpétuité aggravée et jusqu'à 23 ans d'emprisonnement sont requis contre le membre du HDP Idris Baluken pour les crimes de perturbation de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'État, d'appartenance à une organisation terroriste armée, de propagande pour une organisation terroriste, de participation à des réunions et des marches illégales non armées et ne se dispersant pas spontanément malgré l'avertissement. Mais l'homme a été libéré. De quel genre de justice s'agit-il ? L'homme a commis ces crimes en regardant dans les yeux 80 millions de personnes. Pourquoi est-il libéré ? Son crime est avéré, cela a été fait devant les caméras ; toute la Turquie est témoin mais l'homme est libéré. Vous ne pouvez pas aller parmi le public et expliquer ceci. Sachez-le⁸².

Le délateur devient ainsi un agent de contrôle et de la répression, mais la délation lui offre aussi un moyen de démontrer son adhésion au régime en place. Elle permet d'exposer sa loyauté et de valoriser son utilité politique.

Moi, E.Ö., qui habite au village Y... rattaché administrativement au district Z... d'Adana [sud de la Turquie]. Ici, nous, ainsi que notre président, subissons sans cesse les injures, les insultes et les menaces, c'est parce que nous avons voté pour l'Alliance républicaine. Ceux qui nous maudissent sont R.V., A.V., C.B., A.S.G., S.D. et Ş.D. Nous sommes avec notre président élu par la volonté nationale [*milli irade*] et nous serons ensemble jusqu'au bout. Dans un petit village qui vote majoritairement pour le CHP [Parti républicain du peuple], nous avons obtenu 500 voix pour l'Alliance républicaine. Nous demandons à notre président de la République de protéger ces 500 personnes. Le directeur local de l'AKP à Z..., Monsieur R.A. est au courant [de notre plainte] et nous vous demandons de faire le nécessaire⁸³.

Dans le cas relaté ici, le délateur est un fidèle, voire un soldat du pouvoir (un « patriote »), mais aussi un « bon » citoyen. Comme l'a montré dans un tout autre contexte François Bonnet, la délation revêt donc une fonction morale en traçant une frontière entre « eux » et « nous », entre les « bons » et les « méchants⁸⁴ ». La dénonciation affirme et atteste le patriotisme d'un individu, face au manque flagrant de fibre patriotique de ces « eux » qui mettent en danger le pouvoir, et donc le pays⁸⁵.

Recevoir un salaire de cet État et être un traître contre l'État nous ont toujours touché le cœur. Dans cette mentalité, il est de notre devoir patriotique de vous communiquer les noms de quatre enseignants du primaire. Que peuvent enseigner aux enfants ces enseignants qui ne chantent pas l'hymne national ? Que peuvent donner à ces jeunes arbres les enseignants du primaire qui soutiennent le nationalisme kurde et le PKK dans une communauté entourée de citoyens kurdes ? Lancer des Molotov ? Voici leur adresse, voici leurs identifiants. Regardez leur historique Facebook. Nous avons été patients, espérant qu'ils régleraient le problème, mais ils ne l'ont pas fait. Faites tout ce qui est nécessaire pour l'amour d'Allah⁸⁶.

⁸¹ Bourdieu, 2012 : 83 et 98.

⁸² *Dossier judiciaire*, date de la délation : 30 janvier 2017. La ponctuation est totalement absente de ces dernières phrases, ce qui montre que ces lignes ont été écrites avec colère.

⁸³ Cimer, le 4 août 2019, Adana, source : *dossier judiciaire*.

⁸⁴ Bonnet, 2015 : 202.

⁸⁵ Judson, 2021 : 454.

⁸⁶ Délation déposée le 11 février 2016. « “Başbakan'ın muhbirleri” devrede: Sudan sebeplerle öğretmenlere “cadı avı” », *Diken*, 4 avril 2016, URL : <https://www.diken.com.tr/basbakanin-muhbirleri-devrede-ogretmenlere-sudan-sebeplerle-onlarca-sorusturma/> (consulté le 23 septembre 2025).

Cependant, on ne peut opposer motif politique et intérêt personnel. Les archives et les récits que j'ai pu dépouiller suggèrent que ces deux motivations sont souvent entremêlées. Ce lien semble être particulièrement prégnant dans le secteur éducatif. Dans cet univers, comme je l'ai dit plus haut, l'objet « apparent » de la délation est souvent plus politique que dans d'autres univers, mais derrière la façade idéologique, on trouve le plus souvent des motivations plus personnelles. Un professeur dénoncé pour avoir fait de la propagande en faveur d'une organisation terroriste ou commis un délit d'outrage au président de la République est souvent en réalité dénoncé à cause de mauvaises notes à un examen, comme le suggère, parmi beaucoup d'autres cas dans les archives judiciaires, ce professeur objet d'une dénonciation le jour, voire l'heure même, de la publication des notes du cours de sociologie politique, pour avoir « enseigné des choses nuisibles » (*zararlı şeyler*) dans ses cours. Comme le montre cet exemple, la calomnie et la banalité de faire du mal peuvent être liées à des intérêts personnels.

LA DÉLATION, UNE SERVITUDE VOLONTAIRE POUR UNE EXISTENCE SOCIALE ?

Le délateur, un homme ordinaire qui a la capacité de bouleverser la vie des autres. Un homme médiocre par ses milieux d'appartenance (école, travail, quartier...). Un homme souvent dépourvu de capital culturel. Le délateur est parmi nous, omniprésent dans tous les cercles de la vie sociale. Il exerce « son métier » à l'encontre de qui il veut (famille, voisin, collègue, inconnu), quand il le veut (à l'aube, à minuit, en plein milieu de la journée, dans les transports ou à son bureau), auprès de l'institution qu'il choisit (au Cimer, au commissariat, au procureur...). Il se sert de l'arsenal juridique pour agir et réclamer justice. Il est vigilant et « entrepreneur de morale⁸⁷ », mais pas auto-justicier⁸⁸. Il détourne à son profit la rhétorique des ennemis de l'État. Cet article essaie d'ouvrir la porte du monde gris du délateur tout en dévoilant son pouvoir arbitraire : il surveille, construit et déconstruit les règles et les lois, et participe à la répression.

Le matériau mobilisé dans cet article pour mieux appréhender la délation dans la Turquie post-2015 met en évidence la multiplicité des motivations qui mobilisent les délateurs. La délation est une pratique pour laquelle chacun à ses propres motivations, comme on le constate dans l'Allemagne nazie à partir des travaux d'Alf Lüdtke⁸⁹, dans la Tunisie analysée par Béatrice Hibou⁹⁰, dans l'ancienne Allemagne de l'Est étudiée par Sonia Combe⁹¹ et en Turquie, comme tente de le démontrer cet article. L'éventail des motivations est très large : rivalités, conflits, intérêts, interprétations différentes de la réalité, désir de commettre des horreurs et banalité de faire du mal, participation (au maintien de l'ordre et/ou à l'établissement de la justice), désir de pouvoir, appartenance politique, police des idées, affirmation de sa loyauté... L'analyse proposée suggère que le monde du délateur est un univers qui ne se réduit pas à la dichotomie résistance *versus* obéissance. Le concept d'*Eigensinn* nous permet de dépasser une telle analyse. Conceptualisé par Alf Lüdtke, l'*Eigensinn* prend en compte une palette de réactions

⁸⁷ Becker, 1985 : 171 et suivantes.

⁸⁸ Favarel-Garrigues et Gayer, 2021.

⁸⁹ Lüdtke, 2000.

⁹⁰ Hibou, 2011.

⁹¹ Combe, 1999.

et d'appropriations possibles face à une situation⁹². Les délateurs n'agissent pas comme un seul homme : ils déposent souvent leur(s) délation(s) avec en tête des raisons bien différentes. Si l'on appréhende la délation comme l'expression d'un *Eigensinn*, on se rend également compte que la motivation des délateurs a à voir avec le pouvoir ; « parfois de manière fantasmée, pas de manière durable, mais il s'agit toujours de réclamer la participation au pouvoir au moins partiellement⁹³ ». La dénonciation est un instrument de pouvoir dont les dénonciateurs veulent user. Celui qui dénonce instrumentalise fréquemment son appartenance politique pour régler ses comptes, agissant pour des motivations matérielles renforcées par des sentiments (désir, vengeance) et du ressentiment, abrité derrière une façade qui ferait du délateur un gardien de l'État ou un « soldat civil » du gouvernement. Ces conflits, qui sont le terreau du délateur, sont aussi le lieu par excellence de l'exercice de la domination des gouvernants⁹⁴, à l'instar de l'instrumentalisation de l'exaltation des sentiments patriotiques, qui sont particulièrement mobilisés en Turquie ces dernières années. Néanmoins, il n'y a « pas de contrôle absolu, mais des convergences et des opportunités circonstancielles », pour reprendre une expression de Béatrice Hibou⁹⁵. C'est à partir de ce constat qu'on peut mieux comprendre la question qui se pose : comment peut-on appréhender des personnes qui simultanément s'identifient au pouvoir au point de déposer des délations, et qui sont fières de déposer contre des personnes souvent proches du pouvoir ? Comment peut-on comprendre qu'une personne qui dépose une délation auprès du Cimer puisse se définir comme opposant à Erdoğan et à son régime politique ? Est-on face à un paradoxe ? Mon terrain montre à quel point une personne peut participer à la légitimation d'une institution fondée illégalement (comme c'est le cas par exemple pour le Cimer) et à la reproduction de la domination sans en être conscient.

Ce que j'ai essayé de montrer, c'est que la délation pouvait être un mode d'affirmation et d'ascension sociale, ou tout simplement un mode d'existence sociale dans une société qui répugne à reconnaître les gens. Proclamer que la délation est un « devoir de citoyen » comme l'a fait Erdoğan, c'est dire aussi que « si vous voulez obtenir le statut de citoyen, vous devez accomplir vos devoirs, y compris dénoncer les gens ». Le cas de la Turquie montre à quel point la dénonciation peut gagner du terrain, au moins pendant un certain temps, et devenir un devoir citoyen. Dès lors, la délation doit être appréhendée de la même manière que le vote ou l'impôt, c'est-à-dire comme une façon de participer au gouvernement du pays. Néanmoins, l'enquête de terrain enseigne plus que ça : elle montre qu'il ne s'agit pas seulement d'une participation, mais aussi d'un mode d'existence sociale et d'un mode d'être visible. Dans la plupart des cas, on peut dire que la délation constitue une sorte de servitude volontaire qui permet de se rendre visible⁹⁶. Le policier peut mépriser le délateur, mais au moins il l'écoute, mieux qu'il ne le ferait s'il venait faire valoir ses droits supposés. Le mal ouvre ainsi la voie à une prise en compte en tant qu'interlocuteur, et à une reconnaissance : Je fais du mal donc j'existe, je dénonce donc je suis !

⁹² Oeser, 2015b : 10.

⁹³ Oeser, 2015a : 179.

⁹⁴ Hibou, 2011 : 201.

⁹⁵ *Ibid.* : chapitre 7.

⁹⁶ Bayart, 2022 : chapitre 6.

L'AUTEURE

Ayşen Uysal est professeure en science politique à l'université de Dokuz Eylül en Turquie, chercheuse associée au CERI (Sciences Po) et au Cresppa-CSU. Elle a travaillé au CERI (Sciences Po Paris) entre 2020-2022. Elle est l'auteure de *Faire de la politique dans la rue. Manifestations de rue, manifestants et police en Turquie* (Éditions du Croquant, 2019) et de « La délation en Turquie (2006-2021). Un dispositif de surveillance et de répression », *Les études du CERI*, n° 279, 2025.

ABOUT THE AUTHOR

Ayşen Uysal is a professor of political science at Dokuz Eylül University in Turkey and an associate researcher at CERI (Sciences Po) and CRESPPA-CSU. She worked at CERI (Sciences Po) between 2020 and 2022. She is the author of *Faire de la politique dans la rue. Manifestations de rue, manifestants et police en Turquie* (Éditions du Croquant, 2019) and "La délation en Turquie (2006-2021). Un dispositif de surveillance et de repression", *Les études du CERI*, n° 279, 2025.

RÉFÉRENCES

- ALGER, J. G., (1897), « Un prêtre irlandais délateur des protestants français 1745-1748 », *Bulletin historique et littéraire (Société de l'histoire du protestantisme français)*, vol. 46, n° 6, pp. 335-336.
- ARENDT, Hannah, (1991), *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal* (Paris : Gallimard).
- BAYART, Jean-François, (2022), *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique* (Paris : La Découverte).
- BECKER, Howard S., (1985), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance* (Paris : Métailié).
- BERKSOY, Biriz, (2021), « İhbar mekanizmaları, neoliberal yönetim rasyonallitesi ve faşistleşme potansiyelinin açığa çıkışı: 2010'larda Türkiye vakası », *Toplum ve Bilim*, n° 155, pp. 212-240.
- BONNET, François, (2015), « Légitimation et délation : les réunions police population à East New York », in DESAGE, Fabien, SALLÉE, Nicolas et DUPREZ, Dominique (dir.), *Le contrôle des jeunes déviants* (Montréal : Les presses de l'université de Montréal), pp. 193-204.
- BOULAKIA, Théo et MARIOT, Nicolas, (2023), *L'attestation. Une expérience d'obéissance de masse, printemps 2020* (Paris : Anamosa).
- BOURDIEU, Pierre, (2012), *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992* (Paris : Seuil/Raisons d'agir).
- BOZARSLAN, Mehmet EMIN, (1974), *İçeridekiler ve Dışarıdakiler* (Istanbul : Koral Yayınları).
- BRODEUR, Jean-Paul et JOBARD, Fabien (dir.), (2005), *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* (Paris : Autrement).
- ÇELİK, Adnan, (2016), « Kürdistan yerellerinde 90'ların savaş konfigürasyonu : Baskı, şiddet ve direniş », in UYSAL, Ayşen (dir.), *İsyen, Şiddet, Yas. 90'lar Türkiye'sine bakmak* (Ankara : Dipnot Yayınları), pp. 70-113.
- CODACCIONI, Vanessa, (2025), *Comment les États répriment. Une courte histoire du pouvoir de punir* (Quimperlé : Éditions Divergences).

- COMBE, Sonia, (1999), *Une société sous surveillance. Les intellectuels et le Stasi* (Paris : Albin Michel).
- COMBE, Sonia, (2005), « La Stasi », in BRODEUR, Jean-Paul et JOBARD, Fabien (dir.), *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* (Paris : Autrement), pp. 52-66.
- COMBES, Hélène et FILLIEULE, Olivier, (2011), « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 6, pp 1047-1072.
- EROFEEV, Victor, (2023), « Heureux temps pour les délateurs », *Commentaire*, n° 184, pp. 759-762.
- FAVAREL-GARRIGUES, Gilles et GAYER, Laurent, (2021), *Fiers de punir. Le monde des justiciers hors-la-loi* (Paris : Seuil).
- FITZPATRICK, Sheila, (2002), *Le Stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30* (Paris : Flammarion).
- FRANZINELLI, Mimmo, (2001), *Delatori. Spie e confidenti anonimi. D'arma segreta del regime fascista* (Milan : Mondadori).
- GABRIEL, Nicole, (2004), « Les bouches de pierre et l'oreille du tyran : des femmes et de la délation », in KANDEL, Liliane (dir.), *Féminismes et nazisme* (Paris : Odile Jacob), pp. 42-54.
- GAYRAUD, Jean-François, (1995), *La dénonciation* (Paris : Presses universitaires de France).
- HIBOU, Béatrice, (2006), *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie* (Paris : La Découverte).
- HIBOU, Béatrice, (2011), *Anatomie politique de la domination* (Paris : La Découverte).
- HOUTE, Arnaud-Dominique, (2024), *Citoyens policiers. Une autre histoire de la sécurité publique en France, de la garde nationale aux voisins vigilants* (Paris : La Découverte).
- JUDSON, Pieter M., (2021), *L'Empire des Habsbourg. Une histoire inédite* (Paris : Perrin).
- JUNOD, Louis, (1955), « Le délateur anonyme identifié », *Revue historique vaudoise*, vol. 63, n° 1.
- KIRLI, Cengiz, (2018), « Kahvehaneler ve Hafiyeler: 19. Yüzyıl Ortalarında Osmanlı'da Sosyal Kontrol », in İNALCIK, Halil et SEYITDANLIOĞLU, Mehmet (dir.), *Tanzimat: Değişim Sürecinde Osmanlı İmparatorluğu* (Istanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları), pp. 601-624.
- LÜDTKE, Alf, (2000), *Des ouvriers dans l'Allemagne du XX^e siècle. Le quotidien des dictatures* (Paris : L'Harmattan).
- NERARD, François-Xavier, (2005), « Délation, dénonciation et dénonciateurs en URSS » in BRODEUR, Jean-Paul et JOBARD, Fabien (dir.), *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* (Paris : Autrement), pp. 39-51.
- OESER, Alexandra, (2015a), « L'Histoire comme science sociale. Entretien avec Alf Lüdtke », *Sociétés contemporaines*, n° 99-100, pp. 169-191.
- OESER, Alexandra, (2015b), « Penser les rapports de domination avec Alf Lüdtke », *Sociétés contemporaines*, n° 99-100, pp. 5-16.
- ROBINSON, O. F., (2007), « The role of delators », in CAIRNS, John W. et DU PLESSIS, Paul (dir.), *Beyond Dogmatics: Law and Society in Roman World* (Édimbourg : Edinburgh University Press), pp. 206-220.
- ULMANN, Anne-Lise, (2005), « Quand le corbeau fait l'ange : que faire des lettres de dénonciation envoyées aux caisses d'allocations familiales ? », in BRODEUR, Jean-Paul et JOBARD, Fabien (dir.), *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* (Paris : Autrement), pp. 105-129.

- UYSAL, Ayşen, (2021), « Muhbirliğin kurumsallaşması ve korku rejiminin konsolidasyonu » [Institutionnalisation de la délation et consolidation du régime de peur], *Toplum ve Bilim*, n° 158, pp. 68-86.
- UYSAL, Ayşen, (2025), « La délation en Turquie (2006-2021). Un dispositif de surveillance et de répression », *Les études du CERI*, n° 279, URL : https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/Etude_279.pdf.